



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU DOUBS

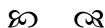
Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Belfort, le 29 décembre 2011

Unité Territoriale Nord Franche-Comté
8 rue du Peintre Heim – CS70201
90004 BELFORT Cedex
Tél. : 33 (0) 3 84 58 82 08 – fax : 33 (0) 3 84 58 82 07
www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : UTNFC/SPR/DD/FC 2011 – 1222A

Société SMC à COLOMBIER FONTAINE



**Modification des conditions d'exploitation du stockage
de déchets industriels inertes**

Projet de prescriptions complémentaires



**RAPPORT DE PRESENTATION
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**



Rapport de l'inspection des Installations Classées

PJ :

- un projet d'arrêté préfectoral complémentaire
- une annexe (plan)

OBJET DE LA MODIFICATION

Les conditions de stockage des déchets de fonderie (sables et résidus calcinés, poussières de dépeussierage de sableries, crasses et laitier de fours, résidus inertes) produits par la Société SMC et par la fonderie de SAINTE-SUZANNE exploitée par la société du même groupe AFE (FWF) sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 février 2009 modifié par l'arrêté complémentaire n° 2010-2206-02315 du 22 juin 2010 pour tenir compte des prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) du Doubs Central approuvé par arrêté préfectoral du 28 mars 2008.

Dans l'attente de l'aboutissement de sa demande d'autorisation déposée pour la régularisation de la partie du stockage située au-delà des limites autorisées par l'arrêté du 19 janvier 1984, l'exploitant est tenu de respecter les nouvelles dispositions de l'arrêté du 22 juin 2010 susvisé, à savoir :

- stockage des déchets de fonderie limité aux parcelles cadastrées lieu-dit « Sous les Pommiers » - Section C – numéros 26, 45 à 77 et 1135 à 1138,
- volume maximal pouvant être stockés sur le site limité à 130 000 m³,
- hauteur du remblaiement sur les nouvelles plates formes PF1 et PF2 limitée à la côte maximale de 307,5 mètres NGF (soit une hauteur totale de déchets de 5 m maximum sur une zone de surface limitée),
- durée d'exploitation jusqu'au 31 décembre 2011.

Conformément aux demandes du service chargé de la police de l'eau de la DDT (point 1 suivant) et de l'inspection des Installations Classées de la DREAL (point 2 suivant), la Société SMC :

- 1) a procédé avant le 31 décembre 2010 à l'enlèvement des déchets stockés en zone inondable depuis le 28 mars 2008, date de l'approbation par arrêté préfectoral du PPRi Doubs Central, selon les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 22 juin 2010, soit un volume de 11 625 m³ ;
- 2) complète sa demande d'autorisation déposée pour la régularisation de la partie du stockage située au-delà des limites autorisées par l'arrêté du 19 janvier 1984, pour répondre aux contributions de l'ARS, de la DDT et du Service Prévention des Risques de la DREAL, notamment sur le caractère inerte des déchets de fonderie et les alternatives possibles en cas de refus d'admission.

Le délai d'instruction de la demande de régularisation visée au point 2 étant probablement supérieur à 8 mois, la décision préfectorale n'est pas susceptible d'intervenir avant la fin de l'année 2012.

Le présent rapport concerne donc la suite à donner au dossier de modification déposé par la Société SMC le 15 décembre 2011, complété le 21 décembre 2011 à la demande de l'inspection des Installations Classées en date du 20 décembre 2011, à l'effet de modifier les conditions d'exploitation du stockage de déchets industriels inertes pour prolonger la durée d'exploitation du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2012.

I - CONSISTANCE DE LA MODIFICATION

En l'absence de mode d'élimination autorisé et alternatif à la mise en remblai dans l'emprise prévue par arrêté préfectoral du 11 février 2009, l'exploitant doit augmenter la hauteur de remblaiement sur une partie du site de stockage autorisé, afin de pouvoir déposer un volume supplémentaire de 15 600 m³ correspondant :

- à la production prévisionnelle des deux fonderies SMC et FWF en sable entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012, soit un total de 13 600 m³ environ, compte tenu du taux de compactage des déchets réévalué à 20 % ;
- à l'intégration d'un volume excédentaire de 2000 m³, la production de déchets entre 2010 et 2011 ayant été plus importante que prévu du fait d'une reprise d'activité plus importante après la crise de 2009-2010.

La cote actuelle du stockage est de 305 mètres NGF, à l'exception des plateformes PF1 et PF2 à la cote maximale de 307,5 mètres NGF réalisées au 31 décembre 2011 sur une partie de l'emprise autorisée, soit 2 ha 4 a 65 ca sur un total de 4 ha environ.

Le remblaiement se fera sur une nouvelle plateforme PF2'' dans le prolongement vers le Sud Ouest de la plateforme PF2 rebaptisée PF2' telle que décrites sur le plan annexé au projet d'arrêté en conservant les mêmes modalités de mise en dépôt.

Ce projet de nouvelle plate forme d'une surface de 5 440 m² résulte du choix de l'exploitant :

- de ne pas surélever les dépôts de déchets au-delà d'une hauteur de 2m50, sans couvrir, même sur une hauteur plus faible, la totalité de la surface des 4 hectares qu'il faudrait entièrement déboiser,
- de respecter les principes de l'article 8.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 indiquant « *Les déchets doivent être stockés par couches successives, jusqu'à la cote définitive de façon à utiliser le moins de surface possible* ».

Ce projet est étayé par une étude paysagère tenant compte de la morphologie de fond de vallée dans lequel le site s'intègre.

II - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

➤ Sur le choix de la Société SMC

La destination choisie par l'exploitant pour l'élimination des déchets de fonderie produits par les Sociétés SMC et FWF reste l'installation de stockage réglementée par l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 à l'intérieur de l'emprise définie en son article 8.4.1 (parcelles cadastrées lieu-dit « Sous les Pommiers » - Section C – numéros 26, 45 à 77 et 1135 à 1138).

Il apparaît en effet au vu du dossier présenté que la Société SMC n'a pas actuellement d'autre alternative pour l'élimination des sables de fonderie des deux usines du Groupe AFE après avoir :

- ♦ mis en œuvre les meilleures techniques disponibles de réduction des déchets à la source (régénération de 95 à 98% des sables et optimisation de la fusion limitant les crasses et le laitier),
- ♦ exploré depuis 15 ans les pistes de valorisation matière, puis d'autres possibilités de stockage dans la région (absence de débouchés).

Conformément aux dispositions de l'article 8.4.3 de son arrêté préfectoral et à la demande de l'inspection des Installations Classées, l'exploitant poursuit activement ses recherches pour favoriser au maximum la valorisation des déchets de fonderie. Un dossier technique est en cours d'élaboration sur la base du guide SETRA paru en mars 2011, document de référence établi sous l'égide du ministère chargé de l'environnement à destination des sociétés routières et autoroutières pour la valorisation des déchets en technique routière.

➤ *Impact sur l'eau et le milieu naturel*

Le caractère inerte des déchets de fonderie fait actuellement l'objet d'une étude approfondie de la part de la Société SMC au regard des nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes applicable à l'installation de COLOMBIER FONTAINE par connexité à la fonderie attenante.

En effet, au vu des derniers éléments d'analyse d'échantillons de déchets admis sur le site, il apparaît que ceux-ci ne répondent pas tous aux critères d'admissibilité de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010, les dépassements concernant 11 paramètres : COT, Cr, Mo, Pb, Zn, Ni, Se, Hg, indice phénol, F, fraction soluble, sur un total de 23 paramètres.

Suite à une visite d'inspection sur le site de la fonderie SMC en date du 16 novembre 2011, il a été demandé à l'exploitant de :

- ♦ fournir la caractérisation de base de chaque catégorie de déchets issus de processus différents et selon le nouveau référentiel de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 (arrêté de mise en demeure du 5 décembre 2011),
- ♦ procéder à une meilleure séparation des déchets pour respecter les critères d'admission dans l'installation de stockage,
- ♦ fournir, dans le cadre de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010, une étude particulière démontrant l'absence d'impact sur l'environnement et la santé pour adapter certains critères d'admissibilité à une ou plusieurs catégories de déchets pour lesquelles il est techniquement ou économiquement difficile de respecter les critères actuels,
- ♦ éliminer les déchets non inertes en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), à défaut d'une filière acceptable de valorisation.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines montre que la mise en dépôt des déchets de fonderie sur le remblai existant dans l'emprise autorisée par arrêté du 11 février 2009 n'a pas d'incidence notable en aval sur la qualité des eaux souterraines suivie en application des articles 8.4.5 et 9.2.4.1.4 de cet arrêté, à l'exception de l'aluminium, du fer et des fluorures :

- pH : 7,4 (valeurs seuil entre 6,5 et 9),
- indice phénol <0,01 mg/l (< valeur seuil de 0,1 mg/l),

- **aluminium : 2,3 mg/l (> référence de qualité de 0,2 mg/l),**
- chrome hexavalent : < 10 µg/l (< valeur seuil de 50 µg/l),
- cyanures : < 10 µg/l (< valeur seuil de 50 µg/l),
- **fer : 1,7 mg/l (>référence de qualité de 0,2 mg/l),**
- **fluorures : 2,1 mg/l (> valeur seuil de 1,5 mg/l),**
- zinc : 0,05 mg/l (< valeur seuil de 5 mg/l),
- arsenic : < 5 µg/l (< valeur seuil de 10 µg/l),
- cadmium : < 1 µg/l (< valeur seuil de 5 µg/l),
- mercure : < 0,1 µg/l (< valeur seuil de 1 µg/l),
- plomb : < 5 µg/l (< valeur seuil de 10 µg/l),
- COT : 3,7 mg/l (< valeur seuil de 10 mg/l),
- nickel : 5 µg/l (< valeur seuil de 20 µg/l),
- sélénium : < 5 µg/l (< valeur seuil de 10 µg/l),
- molybdène : 70 µg/l (= valeur seuil de 70 µg/l),
- somme 4 HAP : < 0,03 µg/l (< valeur seuil de 0,1 µg/l),
- somme 6 HAP : < 0,04 µg/l (< valeur seuil de 1 µg/l).

Les eaux souterraines correspondent à la nappe alluviale du Doubs (code masse d'eau FR-DO-306) dont l'objectif de bon état chimique doit être atteint en 2015, en référence au SDAGE approuvé fin 2009. Cette masse d'eau est répertoriée comme ressource à préserver pour l'alimentation en eau potable.

Le cas du fer et de l'aluminium dont le caractère attribuable au site n'est pas établi (présence en amont hydraulique du site) doit être écarté dans la mesure où ces substances ne sont pas visées dans les critères d'admission de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes et dans la mesure où les références de qualité ne sont pas systématiquement dépassées. Une surveillance doit être toutefois maintenue pour suivre l'évolution de ces paramètres.

Concernant les fluorures, la Société SMC travaille avec les fournisseurs d'argiles et de manchons pour rechercher des produits moins riches en fluorures.

Conformément aux dispositions de l'article 8.4.5 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 modifié, les analyses d'eau souterraine sont effectuées en fonction des polluants susceptible d'être contenu dans le lixiviat des déchets de fonderie et de la qualité des eaux souterraines. C'est ainsi que des analyses complémentaires ont été réalisées pour les COT, nickel, sélénium, molybdène et HAP.

Compte tenu des résultats des tests de lixiviation évoqués au 2^{ème} alinéa ci-dessus (dépassement de 11 critères), il est proposé d'ajouter à la liste minimale des articles 8.4.5 et 9.2.4.1.4 les paramètres COT (en remplacement de la DCO et de la DBO5 peu adaptées), nickel, sélénium et molybdène, même si les valeurs seuil du SDAGE ne sont pas dépassées.

En conclusion, le strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 février 2009 ainsi modifié et de l'arrêté ministériel du 28 octobre s'avère suffisant pour garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et notamment la préservation de la qualité de la nappe alluviale du Doubs.

➤ *Impact sur la pollution de l'air*

Les modalités de mise en dépôt des sables de fonderies dans l'emprise autorisée demeurent inchangées.

➤ Impact sur le niveau sonore

L'exploitation du site de stockage des sables de fonderie n'est pas à l'origine de bruits ou de vibrations notables. Les modalités de son exploitation demeurent inchangées, celle-ci restant à l'intérieur des limites autorisées.

➤ Impact paysager

Afin de minimiser l'impact visuel sur le paysage, la Société SMC a choisi de limiter la surface à défricher pour la mise en dépôt des sables de fonderie, surface qui avait été replantée à partir de 1998 par un paysagiste au frais de l'exploitant sur l'emprise autorisée par arrêté du 19 janvier 1984. A noter qu'aucune autorisation de défrichement n'est requise pour ces jeunes bois de moins de 20 ans.

Ainsi, la surélévation du dépôt sera limitée à 2,5 mètres et reste en cohérence avec le motif paysager de fond de vallée dans lequel le site s'intègre, compte tenu du modelé et de la végétalisation prévue, à savoir :

- pente du remblai à 30° sur le côté Sud-est (côté canal),
- pente du remblai à 30° sur le côté Sud-ouest (front du remblai),
- végétalisation des pentes par des essences locales (aulnes, saules, frênes) au fur et à mesure de la cessation d'exploitation des plateformes de stockage correspondant aux phases PF1, PF2' et PF2'',
- végétalisation du haut des plateformes en prairie agricole au fur et à mesure de la cessation d'exploitation des phases PF1, PF2' et PF2'' d'une surface supplémentaire de 5 440 m².

A noter qu'une butte témoin de 200 m³ a été réalisée sur la plateforme PF2' à la cote 310 mètres NGF pour les besoins d'une étude paysagère dans le cadre de la demande d'autorisation déposée par SMC pour la régularisation de la partie du stockage située au-delà des limites autorisées par l'arrêté du 19 janvier 1984. Cette butte dont l'impact n'est pas notable est intégrée dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

➤ Incidence sur les risques

Compte tenu du modelé prévu ci-dessus et des dispositions prévues le long de la ligne électrique haute tension (20kV) pour respecter les servitudes liées à cette ligne, le projet n'a pas de nouvelles incidences sur les risques.

III - CONCLUSIONS

Les modifications apportées aux conditions d'exploitation du stockage de déchets de fonderie, notamment l'augmentation de la hauteur de remblaiement sur une partie du site de stockage autorisé n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés [aux articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du Code de l'Environnement.

Cette modification n'est donc pas substantielle au sens de l'article R.512-33 dudit code. Il convient cependant de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à [l'article R. 512-31](#) de ce même code, afin de fixer notamment les dimensions et la hauteur maximales du remblaiement autorisé, les nouveaux paramètres de surveillance des eaux souterraines et les modalités de remise en état.

Il est également proposé de viser le nouvel arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes et notamment l'obligation de déclarer au ministère charge de l'environnement les quantités annuelles admises de déchets de fonderie au stockage (déclaration GEREPE).

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint a été rédigé en ce sens. Il doit être présenté pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.).

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 29 décembre 2011	Belfort, le 29 décembre 2011	Belfort, le 29 décembre 2011
Inspecteur des Installations Classées	Inspecteur des Installations Classées	Le Chef de l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté